



GHT DU LIMOUSIN

Pouvoir adjudicateur

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES

Etablissement support du GHT du Limousin

2, avenue Martin Luther King

87042 LIMOGES CEDEX

Cellule de la Commande Publique - Fax : 05.55.05.60.87

Adresse électronique : celluledesmarches@chu-limoges.fr

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

<p>TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET AGRANDISSEMENT DU SERVICE DE RADIOLOGIE DU SITE DE BELLAC POUR Y INSTALLER UN SCANNER</p>

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L 2123-1 et R 2121-5
du Code de la Commande Publique
et du CCAG Travaux du 30 Mars 2021

NUMERO MAPAHIHL TVX BATSCANNER

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	5
ARTICLE 2. IDENTIFICATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE	5
ARTICLE 3. LES INTERVENANTS	5
3.1 Maîtrise d'œuvre.....	5
3.2 Contrôle technique.....	6
3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs	6
ARTICLE 4. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	6
4.1 Objet du Marché	6
4.2 Décomposition en lots	6
4.3 Durée du marché.....	7
4.4 Pièces constitutives du marché	7
4.5 Pièces générales.....	7
ARTICLE 5. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	8
5.1.....	8
Répartition des paiements	8
5.2 Répartition des dépenses communes	8
➤ Compte prorata.....	8
➤ Constat d'huissier.....	8
5.3 Modalité d'établissement des prix	8
5.4 Caractéristiques des prix proposés.....	9
5.5 Modalité de règlement des comptes.....	9
5.6 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée.....	9
5.7 Mois d'établissement des prix du marché.....	9
5.8 Choix des index de référence et Variations dans les prix	10
ARTICLE 6. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	11
6.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché	11
6.2 Modalités de paiement direct	11
ARTICLE 7. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	11
7.1 Principes.....	11
7.2 L'accompagnement de l'action	12
ARTICLE 8. DELAIS D'EXECUTION	14
8.1 Délai prévisionnel d'exécution des travaux	15
8.2 Calendrier prévisionnel d'exécution	15
8.3 Calendrier détaillé d'exécution	15
8.4 Prolongation du délai d'exécution	16
ARTICLE 9. PENALITES.....	17

ARTICLE 10.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	18
10.1	Retenue de garantie	18
10.2	Avance	18
10.3	Modalités de présentation des factures.....	19
10.4	Prestations non conformes	19
ARTICLE 11.	PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	20
11.1.....		20
	Période de préparation.....	20
11.2	Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail	20
11.3	Organisation – Sécurité et protection de la santé	21
ARTICLE 12.	RECEPTION	22
12.1	Documents fournis après réception	23
12.2	Délai de garantie	23
ARTICLE 13.	ASSURANCES	23
ARTICLE 14.	RÉSILIATION.....	23
ARTICLE 15.	LITIGES	23
ARTICLE 16.	DEROGATIONS AU C C A G TRAVAUX.....	24

PREAMBULE

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Celle-ci a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourganeuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement parti au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du « Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin ».

A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Pouvoir adjudicateur : CHU de Limoges - Etablissement support du GHT du Limousin

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé.

Siret : 268 708 518 000 17

Adresse : 2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Le CHU de Limoges agit pour le compte de l'établissement partie « **HOPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN** » au sens de l'article L 6132-3 du Code de la Santé Publique pour la passation du présent marché.

ARTICLE 2. IDENTIFICATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Maître de l'ouvrage : HOPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN - Etablissement partie du GHT du Limousin

Siret : 268 700 424 00016

Adresse : 4 avenue Charles de Gaulle – 87 300 BELLAC

ARTICLE 3. LES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement désigné ci-après :

AMC2 ARCHITECTES
13, avenue Joseph Claussat
63400 CHAMALIERES
Tél. : 04 73 70 10 06

SAS INGEPOL
24, rue Atlantis – Immeuble Boreal
87069 LIMOGES CEDEX 3
Tél. : 05 55 56 25 90

Les missions confiées à la maîtrise d'œuvre sont :

- Etudes et valorisation des travaux
- Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (cahier des charges techniques, DPGF, plans et carnets de détail)
- Assistance à l'analyse des offres,

- Direction de l'exécution des travaux,
- Assistance aux opérations de réception,
- Mission OPC
- Mission EXE
- Mission SSI
- Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement,

3.2 Contrôle technique

La mission de contrôleur technique sera assurée par :

SOCOTEC CONSTRUCTION

5, rue Columbia

87 000 LIMOGES

Tél. : 05 55 42 63 50

3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission S.P.S. sera assurée par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

21, rue Columbia

87280 LIMOGES

Tél. : 05 57 96 24 01

ARTICLE 4. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

4.1 Objet du Marché

La présente consultation concerne des travaux de restructuration et d'agrandissement du service de radiologie situé sur le site de Bellac pour y installer un scanner.

Le marché est un marché de travaux passé selon la procédure adaptée, conformément à l'article L 2123-1 du code de la commande publique. Il est soumis au CCAG Travaux du 30 Mars 2021.

4.2 Décomposition en lots

Le marché est alloti en 13 lots et il décomposé de la manière suivante :

- Lot n°1 : Terrassement - VRD
- Lot n°2 : Démolition - Gros Œuvre - Percements
- Lot n°3 : Isolation Thermique par l'Extérieur
- Lot n°4 : Charpente – Couverture – Bardage
- Lot n°5 : Etanchéité
- Lot n°6 : Menuiseries extérieures aluminium – Occultation

- Lot n°7 : Menuiseries intérieures bois
- Lot n°8 : Plâtrerie – Isolation – Faux plafonds
- Lot n°9 : Revêtements de sols souples
- Lot n°10 : Peinture
- Lot n°11 : Electricité courants forts et faibles
- Lot n°12 : Chauffage – Ventilation – Rafraichissement – Plomberie – Sanitaire
- Lot n°13 : Fluides médicaux

4.3 Durée du marché

Le délai d'exécution est stipulé dans le planning prévisionnel des travaux joint au dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité du strict respect des délais d'exécution.

Le démarrage des travaux sera formalisé par la notification d'un ordre de service de démarrage.

A noter que le titulaire engage sa responsabilité jusqu'à l'issue de l'année de parfait achèvement et de la levée de toutes les réserves éventuelles.

4.4 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux, les pièces constitutives sont les suivantes :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) par lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) avec ses annexes : le planning d'exécution signé par le titulaire, le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le mémoire technique du titulaire.

Seuls les exemplaires originaux des documents précités conservés dans les archives de la personne publique font foi.

4.5 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres soit Avril 2025.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux.

Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.

Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. – D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation.

ARTICLE 5. PRIX ET MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Répartition des paiements

L’Acte d’Engagement mentionne ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire.
- Au titulaire mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

5.2 Répartition des dépenses communes

➤ Compte prorata

Le compte prorata sera géré par le lot n°02 DEMOLITION - GROS ŒUVRE - PERCEMENTS

Les modalités d’application sont indiquées dans le P.G.C. et le CCTP Généralités (Lot 00).

➤ Constat d’huissier

Le titulaire du lot n°02 DEMOLITION - GROS ŒUVRE - PERCEMENTS fera réaliser à ses frais un constat d’huissier pour les bâtiments de l’opération durant la période de préparation, ce constat portera sur :

- L’état intérieur du bâtiment réhabilité sur les éléments conservés.
- L’état extérieur avant travaux des bâtiments (compris les installations) concerné par l’opération et les avoisinants immédiats,
- L’état de la voirie autour des dits bâtiments.

5.3 Modalité d’établissement des prix

Les prix du marché sont exprimés en Euros HT et T.T.C. et seront établis comme suit :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels tant qu’ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites stipulées à l’article 8.4 du présent C.C.A.P.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l’expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- En tenant compte des sujétions qu’est susceptible d’entraîner l’exécution simultanée des différents lots visés à l’article 4.2 du présent C.C.A.P.
- En tenant compte des contraintes liées à l’exécution de travaux en site occupé et du phasage des travaux en 2 phases.

5.4 Caractéristiques des prix proposés

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire pour chacun des lots selon les stipulations de l'Acte d'Engagement.

5.5 Modalité de règlement des comptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 12.1 du C.C.A.G. Travaux.

Les comptes seront réglés mensuellement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures par la Maîtrise d'Œuvre (LAR), conformément aux articles R 2192-10 et R 2192-11 du code de la commande publique dont 15 jours maximum à la disposition du comptable public afin d'exercer les missions réglementaires qui lui incombent.

Le taux des **intérêts moratoires** est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, s'élève à 40 €.

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Monsieur le Trésorier de l'Hôpital Intercommunal du Haut Limousin,
TRESORERIE DES HOPITAUX DE LA HAUTE-VIENNE
2, avenue Martin Luther King
87 042 LIMOGES CEDEX 1

5.6 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les travaux seront assujettis au taux de TVA de 20%.

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

5.7 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit Avril 2025. Ce mois est appelé « mois Mo ».

5.8 Choix des index de référence et Variations dans les prix

Les index de référence I choisi pour la révision des prix des travaux, publié sur le site de l'INSEE, sont les suivants :

Intitulé du lot	Index
Lot n°1 – Terrassement - VRD	TP 01
Lot n°2 - Démolition - Gros Œuvre - Percements	BT 06
Lot n°3 - Isolation Thermique par l'Extérieur	BT 52
Lot n°4 - Charpente – Couverture – Bardage	BT 52
Lot n°5 - Etanchéité	BT 53
Lot n°6 - Menuiseries extérieures aluminium – Occultation	BT 43
Lot n°7 - Menuiseries intérieures bois	BT 18a
Lot n°8 - Plâtrerie – Isolation – Faux plafonds	BT 08
Lot n°9 - Revêtements de sols souples	BT 10
Lot n°10 - Peinture	BT 46
Lot n°11 - Electricité courants forts et faibles	BT 47
Lot n°12 -Chauffage – Ventilation – Rafraichissement – Plomberie - Sanitaire	BT 41
Lot n°13 – Fluides médicaux	BT 38

La révision sera effectuée par application aux prix d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn : 0.25 + 0.75 (In/Io)$$

Dans laquelle :

Io = valeur de l'index de Mo (mois zéro) et In : valeur de l'index du mois de facturation

Chaque situation fera l'objet d'une révision en utilisant une valeur d'indice provisoire (dernier indice connu lors de la facturation).

La régularisation avec la valeur d'indice définitif se fera :

- lors de l'émission du décompte général avec l'appui du tableau détaillant le calcul des révisions des prix,

- soit après l'établissement du décompte général dans les 10 jours qui suivent la publication de l'indice de référence.

ARTICLE 6. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

6.1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R 2193 du code de la commande publique.

En sus de l'acte spécial, le titulaire doit joindre pour chaque sous-traitant présenté en cours de l'exécution du marché un dossier complet de candidature.

Ces documents, accompagnés des justificatifs d'assurances et de qualification concernant le sous-traitant, doivent être transmis au Maître de l'ouvrage au plus tard 15 jours avant la date prévue pour l'intervention du sous-traitant sur le chantier.

En l'absence de ces documents, le sous-traitant ne pourra pas être agréé par la personne publique, en conséquence il lui sera interdit de se rendre sur le chantier.

Tout entrepreneur faisant intervenir sur le chantier un sous-traitant non déclaré s'expose à la résiliation de son marché à ses torts exclusifs, sans préjudice des sanctions légales applicables.

Enfin, il est rappelé que l'agrément du sous-traitant par la personne publique n'est pas de droit.

6.2 Modalités de paiement direct

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

ARTICLE 7. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

7.1 Principes

En application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique, les entreprises attributaires s'obligent à réaliser une action d'insertion visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi.

Les personnes éligibles aux clauses sociales sont :

- les allocataires du RSA en recherche d'emploi ou leurs ayants droits,
- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire en demandeurs d'emploi,

- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité (AI)
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique,
- les demandeurs d'emploi de plus de cinquante ans depuis au moins six mois.

La cellule clause sociale d'insertion pourra valider l'intervention d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Les publics accompagnés dans un parcours d'insertion socioprofessionnelle par le conseil départemental seront privilégiés. En tout état de cause, la cellule clause sociale d'insertion devra valider tous les profils concernés.

La répartition des heures d'insertion suivant les lots concernés sera la suivante :

Lot 2 : Démolition Gros Œuvre Percements : 105 heures

Lot 11 : Electricité : 70 heures

7.2 L'accompagnement de l'action

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Département de la Haute-Vienne maître d'œuvre social de ce marché a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par la cellule clause sociale d'insertion.

Un interlocuteur ressource unique devra être contacté, il s'agit de :

Philippe JEANDEL facilitateur clause sociale d'insertion
E-mail : philippe.jeandel@haute-vienne.fr
Tél. : 05-44-00-12 40
Direction de l'emploi et de l'action sociale
11 rue François Chénieux CS 83112
87031 Limoges cedex 1

Les missions de la cellule clause sociale d'insertion consistent à :

- informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion ;
- proposer des personnes répondant aux critères retenus avec, le cas échéant, le concours des organismes spécialisés ;
- proposer à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par le marché ;
- suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Clauses d'exécution à caractère social :

En proposant une offre pour ce marché, le titulaire s'engage à réserver dans son exécution, le nombre d'heures d'insertion ci-dessus défini. Ces obligations sont de résultat.

L'engagement dans le cadre de cette action d'insertion suivra l'une des options suivantes :

♦ 1^{ère} option : l'embauche directe.

Elle pourra prendre les formes suivantes :

- Contrat(s) à durée indéterminée
- Contrat(s) à durée déterminée
- Contrat(s) à durée du chantier
- Contrat(s) en alternance
 - en apprentissage
 - de professionnalisation

♦ 2^{ème} option : la mise à disposition d'un salarié

Soit par :

- Le recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- Le recours à une association intermédiaire (AI)
- Le recours à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)

♦ 3^{ème} option : la sous-traitance ou la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI)

Cette option n'est envisageable que s'il existe sur le territoire une entreprise d'insertion intervenant dans le secteur d'activité correspondant au marché sur lequel l'entreprise titulaire se positionne.

Le choix entre ces options interviendra lors du commencement d'exécution du marché, en collaboration avec la cellule clause d'insertion du Conseil départemental. Quelle que soit l'option retenue, l'entreprise titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage au plus tard un mois après l'ordre de commencement des travaux, une attestation précisant les modalités d'embauche et d'exécution de la clause d'insertion.

-Reddition de comptes du suivi de l'action :

Le titulaire s'engage à transmettre chaque mois tous les renseignements relatifs au déroulement de l'action (états de présence mensuels mentionnant le nombre d'heures d'insertion effectuées).

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînera l'application **d'une pénalité de 100€ par jour de retard.**

Le prestataire devra informer par courrier recommandé avec AR le maître d'ouvrage dès la survenue de difficultés dans la tenue de son engagement. La cellule clause sociale d'insertion étudiera alors avec le prestataire les moyens d'y pallier.

En cas de difficultés économiques rencontrées par la société en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de la libérer des obligations qui s'imposent à elle au titre de la clause sociale d'insertion. Cette libération est subordonnée à une décision expresse du pouvoir adjudicateur, laquelle interviendra au vu des copies des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge.

* Le contrôle de l'action

En cours d'exécution du marché, il sera procédé au suivi et au contrôle de la bonne fin des actions d'insertion que le prestataire a souscrit.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur de l'insertion, les heures ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

En cas de non-respect de celles-ci, ce dernier subira après mise en demeure **une pénalité de 60€ par heure d'insertion non réalisée.**

* La globalisation des heures

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès de l'interlocuteur ci-dessus mentionné, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention de la cellule clause sociale d'insertion du Conseil départemental de la Haute-Vienne.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit-être adressée à l'interlocuteur ressource. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales au titre du marché :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion,
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés,
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention de l'interlocuteur ressource unique,
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion a été vérifiée par l'interlocuteur ressource unique.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

ARTICLE 8. DELAIS D'EXECUTION

8.1 Délai prévisionnel d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est stipulé dans le planning prévisionnel annexé au présent CCAP. Ce planning est hors intempéries. Un phasage des travaux est prévu en 2 phases : réalisation de l'extension en premier, puis rénovation de la partie existante tout en conservant un couloir d'accès entre l'extension et la zone de radiologie existante. Afin de ne pas gêner les occupants du site, ce couloir sera refait en fin de chantier sur des périodes de week-end.

8.2 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint en annexe du CCAP. L'ordre de service de démarrage fait courir les délais d'exécution.

8.3 Calendrier détaillé d'exécution

(A) - Compte-tenu de la spécificité des ouvrages à réaliser en site occupé, un calendrier prévisionnel détaillé est joint au dossier de consultation. Ce calendrier détaillé d'exécution sera ajusté par le Maître d'Œuvre après consultation auprès des titulaires mais devra être respecté dans son phasage et son ordonnancement.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont l'exécution fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ et de fin du délai d'exécution qui lui est propre.
- La durée et la date probable de départ et de fin des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation de la personne responsable du marché dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article 11.1 ci-après. Après acceptation par le Maître d'Ouvrage, le planning est signé en 2 exemplaires par les entreprises intervenantes.

(B) - Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'Ordre de Service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

(C) - Au cours du chantier et avec l'accord des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution global de l'ensemble des lots.

(D) - Le calendrier initial visé en (A), éventuellement modifié comme il est indiqué en (C) est notifié par Ordre de Service à tous les titulaires.

8.4 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du C.C.A.G., les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels, énumérés ci-dessous a eu lieu :

A. Pluie et neige

Si, entre 6 heures et 18 heures, il est tombé plus de 15 mm (quinze millimètres) d'eau (ou l'équivalent en neige après fonte).

B. Vent

Si, entre 7 heures et 18 heures, la vitesse moyenne du vent est supérieure à 50 km / heure pendant 6 heures consécutives (applicable pour les grues, et la pose des grands panneaux).

C. Gel

Si la température extérieure étant, à 7 heures, inférieure à – 6°C, elle est encore, à 10 heures, inférieure à – 2°C, cette condition n'étant toutefois pas applicable si, par suite de chauffage partiel ou total, une température de + 10°C est assurée dans les locaux où sont exécutés les travaux.

Pour l'application des conditions ci-dessus, seules sont prises en considération les observations enregistrées à la station météorologique la plus proche du chantier et constatées pour les lots dont l'exécution est tributaire d'intempéries.

8.4.1 Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions

- Intempéries type A

Travaux d'étanchéité, façades.

- Intempéries type B

Travaux de couverture, vitrerie extérieure.

- Intempéries type C1

Travaux de menuiseries extérieures, étanchéité.

- Intempéries type C2

Tous travaux en extérieur.

8.4.2 Tâches non soumises aux intempéries

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments.
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

8.4.3 Prise en compte

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au pilote le jour même.

Le maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries aux comptes rendus de chantier.

ARTICLE 9. PENALITES

Les pénalités décrites ci-dessous pourront être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché.

Retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, le titulaire subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux une pénalité journalière de :

- ▶ 1/300^{ème} du montant du marché.

Absences ou retards aux réunions de chantier

En cas d'absence ou à partir de deux retards de plus d'une demi-heure aux réunions de chantier, l'entreprise se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150 Euros par absence ou à partir de deux retards de plus d'une demi-heure. Le maître d'œuvre (MOE) pourra se réserver le droit de refuser les demandes d'absences excusées répétées.

Non-respect des conditions d'hygiène et de protection de la santé (définies dans le PGCSPS et le CCTP)

Le titulaire subira :

- ▶ 150 € par jour calendaire de retard pour tout défaut de nettoyage dans l'emprise des zones d'intervention (intérieur/extérieur)
- ▶ 300 € par infraction (absence des bennes de tri sélectif, de tri en bennes, non remise de bordereaux de suivi déchets)

Non-respect des engagements stipulés dans le mémoire technique : 150€/jour calendaire

Retard dans le repliement des installations de chantier : 300€/jour calendaire de retard

Intervention d'un sous-traitant non déclaré et non approuvé : 300€/jour calendaire

Retard dans la levée des réserves : 300€ /jour calendaire

Retard de remise des documents

En cas de non-respect des délais fixés aux articles 11.1 (*période de préparation*) 11.2 (plans d'exécution) et 11.3.1 (*Sécurité et protection de la santé des travailleurs*) ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à :

- ▶ 150 € par jour calendaire de retard.

Non-respect des délais de remise des dossiers des ouvrages exécutés

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 500 Euros sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G., sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simples constatations du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du coordonnateur SPS et ne font pas l'objet d'un plafonnement.

ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande est libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

10.2 Avance

Généralités

Une avance pourra être versée au titulaire, sauf s'il y renonce expressément dans l'Acte d'Engagement, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur à 50 000 Euros H.T.

Le montant de l'avance est en prix de base égal à 5 % du montant initial du marché en euros TTC.

Selon l'article R2191-9 du code de la Commande Publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Le remboursement de l'avance sera effectué en une seule fois lorsque le pourcentage d'exécution des travaux aura atteint 50%.

Le remboursement sera décompté de la situation mensuelle.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants de premier rang lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

En cas de sous-traitance postérieure au versement de l'avance, le titulaire devra rembourser la part de l'avance correspondant au montant sous-traité.

Modalités de paiement

Pour le paiement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Toutefois, le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie.

Avance facultative

Aucune avance facultative ne sera versée.

10.3 Modalités de présentation des factures

Le règlement des sommes dues par la Personne Publique au titre du marché est effectué suivant les dispositions prévues par les articles L 2192-10, R 2192-10 et R 2192-11.

Conformément à la loi du 3 Janvier 2014, l'entreprise devra dématérialiser et déposer la facture sur le portail CHORUS PRO. Celle-ci devra comporter le numéro SIRET de l'établissement en tant que destinataire de la facture (268 700 424 00016) et utiliser le code service INVEST pour identifier le service destinataire.

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier,
- le numéro du marché
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- La nature de la prestation fournie,
- le pourcentage de réalisation des travaux
- Les prix unitaires hors T V A et toutes taxes comprises,
- Le taux et le montant de la T V A et des taxes parafiscales.
- La date.

Toute facture ne respectant pas les termes du marché est rejetée dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

10.4 Prestations non conformes

Dans le cas de prestations non conformes, l'Hôpital Intercommunal du Haut Limousin peut par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier aux non-

conformités constatées dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

ARTICLE 11. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, sa durée est de 30 jours calendaires à compter de la date de l'Ordre de Service.

Il est également procédé, au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du C.C.A.G. aux opérations suivantes :

➤ Par les soins du titulaire :

- Etablissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du C.C.A.G.
- Etablissement et remise au Maître d'œuvre des plans de réservations et plans de chantier, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 10.2 ci-après.
- Etablissement d'un Plan Particulier et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) ; après inspection commune organisée par le Coordonnateur sécurité. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (y compris co-traitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au Coordonnateur santé dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

➤ Par les soins du Coordonnateur pour la sécurité :

- Adaptation et modification du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) pour le chantier.

11.2 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

L'étude d'exécution, comprenant l'élaboration des plans et notes de calcul, est à la charge du maître d'œuvre. Restent à la charge de l'entreprise les plans chantier et plans atelier, résultant de l'utilisation d'une marque spécifique ou d'une méthodologie propre à l'entreprise.

Conformément à l'article 29.2 du CCAG, le titulaire a l'obligation de vérifier, avant toute exécution, que les documents transmis par la maîtrise d'œuvre ne contiennent pas d'erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par un homme de l'art, et doit les signaler immédiatement au maître d'œuvre par écrit.

11.3 Organisation – Sécurité et protection de la santé

11.3.1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « Coordonnateur S.P.S. ».

Autorité du Coordonnateur S.P.S.

Le Coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître de l'ouvrage et le Maître d'œuvre, sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le Coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Moyens donnés au Coordonnateur S.P.S.

➤ Accès : Le Coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

➤ Obligations du titulaire :

Le titulaire communique directement au Coordonnateur S.P.S. :

- Le P.P.S.P.S.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le Coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le PGCSPS.

Le titulaire informe le Coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.
- de ses intentions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le

Coordonnateur S.P.S.. Tout différend entre le titulaire et le Coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître de l'ouvrage.

A la demande du Coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal.

11.3.2 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect du code du travail relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

11.3.3 Locaux pour le personnel

Voir P.G.C.

11.3.4 Signalisation des chantiers sur la voie publique

Sans objet.

11.3.5 Modification de la masse des travaux

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur qui doit être suivie d'un avenant.

Par dérogation à l'article 14.3 et 15.1 du C.C.A.G. Travaux :

- L'augmentation limite des modifications est portée à 25 % de la masse initiale.
- La diminution limite de la masse des travaux pour un contrat est portée à 20 % de la masse initiale.

11.3.6 Propreté du chantier

Le chantier se déroule au sein d'un bâtiment abritant une activité de radiologie.

Les entreprises devront veiller à limiter les nuisances tant en ce qui concerne les travaux que les déplacements. Les règles d'hygiène et de sécurité devront être strictement respectées.

Les déchets devront être enlevés au fur et à mesure.

11.3.7 Compte rendus de chantier

Chaque réunion de chantier fait l'objet d'un compte rendu écrit. A défaut de modifications apportées à la demande d'une entreprise dans le délai de 5 jours à compter de sa réception, le compte rendu devient définitif.

ARTICLE 12. RECEPTION

Les opérations de réception se dérouleront conformément aux dispositions des articles 41 et suivants du CCAG.

12.1 Documents fournis après réception

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception seront conformes aux stipulations de l'article 40 du CCAG.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 9 du CCAP.

Un exemplaire du Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) sera remis au Maître d'œuvre, au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (D.I.U.O.).

12.2 Délai de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8 du C.C.A.G. Travaux, les titulaires doivent justifier, avant la notification du marché, de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- Une assurance au titre de la garantie biennale, couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.
- Une assurance de la garantie décennale de leurs ouvrages.

ARTICLE 14. RÉSILIATION

La résiliation peut être prononcée suivant les dispositions des articles 49 à 53 du C C A G. Il peut être pourvu à l'exécution de la prestation, aux frais et risques de l'entreprise.

ARTICLE 15. LITIGES

Les litiges auxquels pourrait donner lieu l'application du marché, seront soumis au Tribunal Administratif de Limoges (*Haute-Vienne*).

ARTICLE 16. DEROGATIONS AU C C A G TRAVAUX

L'article 4.4 « Pièces constitutives » déroge aux dispositions de l'article 4 du C.C.A.G. – Travaux.

L'article 9 « Pénalités » déroge aux dispositions de l'article 19.2.3 et à l'article 52.1 du C.C.A.G. – Travaux.

L'article 11.1 « Période de préparation » déroge à l'article 28.1 du CCAG – Travaux

L'article 11.3.5 « Modification de la masse des travaux » déroge aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG – Travaux.

L'article 13 « Assurances » déroge à l'article 8 du CCAG – Travaux.

Les autres dispositions du CCAG travaux sont applicables au présent marché sans dérogation.

Fait à Magnac-Laval, le

Le fournisseur,
Date, cachet, signature

Par délégation du Directeur du CHU de Limoges (*Pouvoir Adjudicateur*) du Directeur du HIHL (Maître d'Ouvrage)
La Responsable des Marchés des Opérations de Travaux